

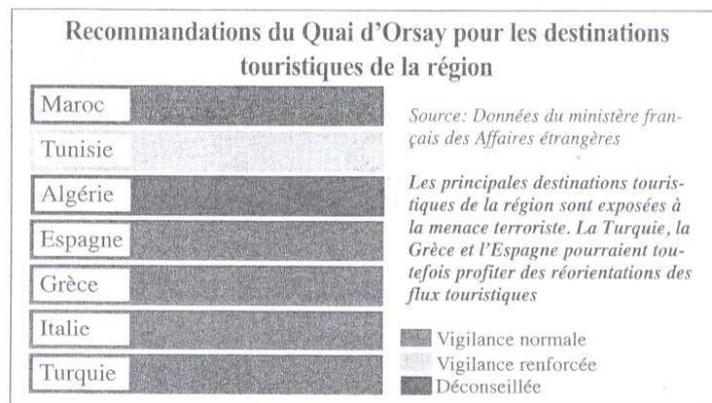
Maroc-Risque-pays: Pas d'effet Daesh

• Euler Hermes et Coface maintiennent leur rating

• Aucun impact sur des projets d'investissement français ou de déplacement d'affaires

• Mais des inquiétudes sur le tourisme

LE risque Daesh n'épargne pas les destinations d'investissement et de commerce. De Paris à Casablanca, les assureurs-risque sont sur le qui-vive. Si les mieux réputés maintiennent des appréciations positives sur la destination Maroc, aucun d'eux n'écarte une baisse de confiance des investisseurs. «La situation est suivie de très près, pour anticiper les moindres fléchissements du capital



confiance du pays, dans le contexte sécuritaire actuel», explique Youssef Douieb, DGA et directeur commercial d'Euler Hermes Acmar. La Direction régionale du groupe français, filiale du géant des Assurances Allianz, basée à Paris, a d'ailleurs maintenu sa note pour le Maroc, en dépit du contexte sécuritaire. Le Royaume reste ainsi dans la liste assez rassurante

des «low risk», avec un rating de «B». Pour expliquer ce maintien de la note du Maroc, Youssef Douieb fait allusion aux sorties médiatiques répétées des autorités sécuritaires marocaines informant sur le démantèlement de réseaux terroristes. De l'avis de cet expert, cette communication – de crise? – a fortement contribué à maintenir la confiance des opérateurs économiques en la destination. «Aucun pays de la région n'est à l'abri. Cela n'empêche tout de même que nous de-

d'ailleurs, pour cette fin du mois, une nouvelle actualisation de ses évaluations risque-pays. Le facteur Daesh et son impact sur l'attractivité des économies de la région seront sans doute parmi les aspects prioritaires que la compagnie française devra prendre en compte.

Le secteur touristique, justement, est le plus exposé aux retombées négatives de la situation sécuritaire prévalente. L'activité retient son souffle, après une première vague d'annulations, au degré relativement important (voir page 6). «Le niveau de la menace a augmenté depuis quelques semaines. Ce que l'on peut craindre, face à cette situation, c'est une frilosité des tour-opérateurs pour la destination. Ils pourraient concentrer leurs efforts commerciaux au profit d'autres pays de la région», analyse le DGA d'Euler Hermes Acmar.

Auprès du premier partenaire économique du Maroc, la France, et par ailleurs, le premier concerné par la menace terroriste, la sérénité reste de mise. «Nous n'avons à ce jour constaté aucun signe laissant entendre que des opérateurs économiques auraient renoncé à

Crises et IDE dans la région

L'HISTOIRE se répète. Dans la région, le cas tunisien est l'un des plus édifiants en termes d'interactions entre menaces terroristes et baisse du climat de confiance, voire repli des IDE. Au terme des six premiers mois de l'année, le volume des IDE reçu par ce pays a plongé de 26,2% par rapport à la même période en 2013. Ce sont les dernières actualisations de l'Agence tunisienne de promotion de l'investissement extérieur (FIPA). Elle explique ce recul par une perte d'attractivité du pays, entraînée par la menace sécuritaire issue du Printemps arabe. La Libye est dans la même situation, si ce n'est pire. Le pays n'arrive toujours pas à s'assurer une transition démocratique. Ce qui a provoqué une réorientation massive des investissements étrangers vers d'autres économies de la région ou du continent. Selon un spécialiste, le rapatriement massif des avoirs est aussi une des menaces économiques à prendre sérieusement en compte. □

vons rassurer les investisseurs. Cela pourrait se faire via des canaux bien dédiés: Nations Unies, services économiques des ambassade, les médias internationaux, etc.».

Auprès de la Coface, le rating «A4» du Maroc reste inchangé. Là aussi, les experts relativisent et se gardent de réagir à chaud. «Nous portons généralement nos appréciations sur des risques à plus long terme. Pour le cas du Maroc, notre évaluation reste la même, avec une attention particulière sur l'évolution de la menace», explique Maria Krellenstein, responsable service presse de Coface à Paris. L'enseigne française maintient tout de même, parmi les «points faibles» de la destination Maroc, «des vulnérabilités de l'activité touristique à d'éventuelles actions terroristes». Coface prépare

des projets de développement au Maroc du fait du contexte sécuritaire actuel », explique Alexandre Diebolt, porte-parole de l'ambassade de France à Rabat. Et d'ajouter: «Si nous avons appelé nos ressortissants à l'étranger à renforcer leur niveau de vigilance, nous ne considérons pas pour autant qu'il y ait lieu d'annuler ou de reporter des déplacements professionnels ou privés au Maroc. Le diplomate rappelle d'ailleurs que le Royaume est «le seul pays de la région dont la majeure partie du territoire est classée vert» sur le site du Quai d'Orsay. □

Safall FALL